

Le très hon. P. E. Trudeau: Monsieur le président, j'ai mieux à faire que de commenter toutes les déclarations qui sont publiées dans tous les journaux, surtout lorsqu'ils proviennent des États-Unis.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LA PROPOSITION DE TAXER LES REVENUS EXCÉDANT LES LIMITES FIXÉES

[Traduction]

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre, monsieur l'Orateur. Étant donné la déclaration du ministre des Finances dont je viens de parler, puis-je demander maintenant au premier ministre s'il peut, comme l'a fait le ministre des Finances, assurer la Chambre que le gouvernement ne se propose pas de soumettre des idées aux ministres des finances provinciaux touchant une réglementation des salaires ou un impôt sur les augmentations de salaire pour se conformer aux directives établies par la Commission des prix et des revenus?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je crois que le député gagnerait du temps pour lui et pour la Chambre en donnant plus de créance aux propos du ministre des Finances qu'à un canard.

M. Baldwin: C'est que le ministre des finances varie beaucoup d'un jour à l'autre.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

LE PROJET DE LOI VISANT LA PUBLICITÉ RELATIVE À LA CIGARETTE

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Je me demande si le ministre pourrait nous dire aujourd'hui à quelle date approximativement a-t-il l'intention de présenter le projet de loi à la Chambre pour le contrôle de la publicité relative aux cigarettes et s'il est prêt à faire une déclaration à ce sujet.

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Ainsi que je l'ai dit à la Chambre il n'y a pas très longtemps, monsieur l'Orateur, nous élaborons actuellement nos politiques d'après le rapport du comité qu'étudie le gouvernement. Lorsque cette étude sera terminée et si un projet de loi en découle il sera sans doute présenté au cours de la prochaine session.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Une question supplémentaire pour le ministre [M. Caouette.]

de la Consommation et des Corporations. Ses services suivent-ils le battage fait à travers le pays par les fabricants de tabac. Relèvent-ils les cas de publicité fallacieuse et mensongère et de battage éhonté?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, aucune loi n'interdit la publicité excessive et, me réclamant du même article que le député, je pense que certains fabricants de tabac intensifient leurs campagnes publicitaires en prévision d'une loi qui pourrait les interdire.

C'est là une publicité particulièrement déplorable de la part des compagnies de tabac. Quant à la publicité trompeuse, nous avons convoqué devant un tribunal de l'Alberta l'une des firmes majeures, par suite de ce qui nous paraît être une publicité fallacieuse. Si nous avons la preuve que des fabricants de cigarettes sont coupables de publicité trompeuse, nous les poursuivrons.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE TREMBLEMENT DE TERRE AU PÉROU—L'ENVOI DE SECOURS AUX SINISTRÉS

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Étant donné le séisme récent au Pérou qui, dit-on, a fait près de 50,000 victimes, le gouvernement canadien se propose-t-il, à l'instar d'autres pays, de prendre les mesures nécessaires pour venir en aide à ce pays éprouvé?

M. l'Orateur: J'ai l'impression que cette question a été posée hier et que le très honorable premier ministre y a répondu.

LA FISCALITÉ

LE LIVRE BLANC—LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI—LES FONCTIONS DE M. ROBERT LINDSAY

[Traduction]

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au ministre des Finances. En son absence et en l'absence regrettable du ministre d'État, puis-je la poser au premier ministre? Le gouvernement s'occupe-t-il de préparer des avant-projets de loi s'inspirant des propositions que renferme le Livre blanc du ministre des Finances sur la fiscalité?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je m'excuse, monsieur l'Orateur. Ce